



## PROCES VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 13 mars 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le treize mars, le Conseil Communautaire dûment convoqué s'est réuni au siège de la Communauté de communes de la Marche berrichonne à AIGURANDE, en session ordinaire, sous la présidence de M. Pascal COURTAUD, Président.

Etaient présents : M. Pascal COURTAUD, Mme Virginie ELION, M. Bruno SIMON, M. Bernard MITATY, M. Laurent BRE, Mme Marie-Laure GIRAUDET, M. Bernard MAILLIEN, M. Jean-Michel DEGAY, M. Philippe ALLELY, M. Daniel DAUDON, Mme Sabine GONNARD, Mme Béatrice BARNOLE, Mme Christine SAUVARD, M. Gérard LAGOUTTE, M. Bernard FOULATIER, M. Armand PINTON, M. Daniel CALAME et M. Joël LABAYE conseillers communautaires.

Etaient absents : M. Julien BEGAT, Mme Jacqueline MAITRE, M. Maurice DESRIERS, M. Philippe MAUGRION, M. Pascal CUTARD, Mme Camille DESABRES, M. Nicolas CHIAPPE et M. Rémy DEGUET excusés.

Pouvoirs : M. Maurice DESRIERS a donné pouvoir à M. Bernard FOULATIER.  
M. Rémy DEGUET a donné pouvoir à M. Daniel CALAME.

Secrétaire de séance : Madame Christine SAUVARD est désignée secrétaire de séance.

Ordre du jour de la séance :

- Convention Région-Territoires : ambitions partagées 2030.
- Contrat CITEO 2025-2029.
- Convention avec l' AISMT.
- Modification des statuts du Pays de La Châtre en Berry.
- Affaires diverses.

### DE-20250313-001 - Convention Région-territoires : ambitions partagées 2030 entre la Région Centre Val de Loire et le Bassin de vie de La Châtre (2024-2030)

*Reçu à la sous-préfecture le 17 mars 2025*

La Région Centre Val de Loire a engagé avec le Pays de La Châtre et les 3 communautés de communes du Pays une concertation territoriale correspondant à ses domaines d'intervention regroupés autour du développement économique et de la formation, des services à la population, de la transition écologique, des mobilités et de la jeunesse et citoyenneté.

Cette concertation a abouti à la rédaction d'une convention Région-Territoires – Ambitions partagées 2030.

Cette convention est également l'opportunité pour la Région de formaliser ses engagements spécifiques au titre du nouveau Contrat Régional de Solidarité Territoriale (CRST) du Pays de La Châtre, pour la période 2024-2030.

Il est proposé à l'assemblée d'approuver cette convention et d'autoriser le Président à la signer.

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- APPROUVE la convention Région-territoires ci-annexée.
- AUTORISE le Président à signer la convention.

**DE-20250313-002 – Contrat CITEO 2025-2029***Reçu à la sous-préfecture le 17 mars 2025*

En application de la responsabilité élargie des producteurs, la gestion des déchets d'emballages ménagers qui proviennent de produits commercialisés dans des emballages, en vue de leur consommation ou utilisation par les ménages doit être assurée par les producteurs, importateurs, ou toute personne responsable de la première mise sur le marché de ces produits.

Les producteurs, importateurs ou personnes responsables de la première mise sur le marché de produits commercialisés dans des emballages peuvent transférer leurs obligations en matière de prévention et de gestion des déchets d'emballages ménagers à un éco-organisme titulaire d'un agrément à cette fin. Ce dernier perçoit des contributions de ses adhérents qui lui permettent notamment de financer les collectivités territoriales qui assurent la collecte et le traitement des déchets d'emballages ménagers.

Dans le cadre de l'agrément dont bénéficie Citeo pour l'année 2024 (filère des emballages ménagers, ci-après la « Filière »), les Parties ont conclu, conformément au cahier des charges de la filière des emballages ménagers, imprimés papiers et papiers à usage graphique, applicable à cette date (ci-après le « Cahier des Charges ») et au contrat-type proposé par Citeo, un contrat pour l'action et la performance, dit « CAP » portant barème de soutien aux collectivités, proposé à toute collectivité territoriale compétente en matière de collecte et/ou de traitement des déchets ménagers.

Le terme actuel du CAP a été fixé au 31 décembre 2024, date à laquelle devait expirer l'agrément de Citeo pour l'année 2024. Par un arrêté du 27 décembre 2024 l'agrément de Citeo a été renouvelé jusqu'au 31 décembre 2029.

Par ailleurs, le Cahier des charges issu de l'arrêté modificatif du 7 décembre 2023 prévoit l'obligation pour les éco-organismes de la Filière de proposer, sous l'égide d'un organisme coordonnateur, un projet de contrat-type (ci-après dénommé « Contrat-type Collecte sélective ») au titre de la coordination de la Filière. Ce nouveau contrat porte barème de soutien à la suite du contrat CAP proposé précédemment.

Ce Contrat-type Collecte sélective, couvrant la période 2025-2029, est désormais mis à la disposition des collectivités pour signature.

Considérant que la Communauté de communes avait conclu un CAP avec Citeo, il est proposé d'autoriser le Président à signer le nouveau contrat proposé par Citeo, le Contrat-type Collecte sélective, pour continuer de bénéficier du barème de soutien aux collectivités.

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'environnement (notamment les articles L.541-10 et suivants et R.543- 53 à R.543-65),

VU l'arrêté du 23 décembre 2024 portant agrément d'un éco-organisme de la filière à responsabilité élargie du producteur d'emballages, d'imprimés papiers et de papiers à usage graphique dont les détenteurs finaux produisent des déchets ménagers et assimilés en application de l'article L.541-10 du code de l'environnement.

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- APPROUVE le « Contrat-type Collecte sélective » portant accompagnement par l'éco-organisme Citeo.
- AUTORISE le Président à signer, par voie dématérialisée, le « Contrat-type Collecte sélective » proposé par Citeo et couvrant la période 2025-2029.

**DE-20250313-003 – Convention avec l'Association Interprofessionnelle pour la Santé en Milieu du Travail (AISMT)***Reçu à la sous-préfecture le 17 mars 2025*

Vu le Code Général de la Fonction Publique et ses articles L.812-3 et suivants,

Vu le décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la Fonction Publique Territoriale,

Considérant que le Centre de Gestion de l'Indre nous a fait part de la résiliation par la Mutualité Sociale Agricole (MSA) de la convention qui les liait pour la mise en œuvre du suivi médical règlementaire des agents de la fonction publique territoriale au 1<sup>er</sup> janvier 2025,

Que les agents de notre communauté de communes étaient auparavant suivis par les services de la MSA,

Considérant que l'Association Interprofessionnelle pour la Santé en milieu du Travail 36 (AISMT) propose la prise en charge du suivi médical des agents,

Vu le projet de convention avec l'AISMT 36 ci-joint,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- AUTORISE le Président à signer la convention avec l'Association Interprofessionnelle pour la Santé en milieu du Travail qui permettra d'assurer le suivi médical des agents de notre collectivité.

#### DE-20250313-004 – Modification des statuts du pays de La Châtre en Berry

*Reçu à la sous-préfecture le 17 mars 2025*

Lors de son assemblée générale du 26 novembre 2024, le comité syndical a décidé de modifier les statuts du Syndicat Mixte du Pays de La Châtre en Berry en vue d'exercer des missions d'information, de conseils et d'appui au parcours d'amélioration de l'habitat dans le cadre d'une convention de PACTE TERRITORIAL signé avec l'Etat et l'ANAH, et destinée à remplacer sur les années 2025-2029 l'opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) se terminant en 2024.

Il est proposé au conseil communautaire d'approuver cette modification statutaire.

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- APPROUVE dans le cadre de sa compétence POLITIQUE DU LOGEMENT et CADRE DE VIE le transfert de compétence « PACTE TERRITORIAL ET RENOVATION DE L'HABITAT » au Syndicat Mixte du Pays de La Châtre en Berry pour exercer des missions d'information, de conseils et d'appui au parcours d'amélioration de l'habitat dans le cadre d'une convention de PACTE TERRITORIAL signée avec l'Etat et l'ANAH.
- APPROUVE la modification des statuts du Syndicat Mixte du Pays de La Châtre en Berry ci-annexé.

#### Affaires diverses

- 1- Le conseil communautaire prend acte de la décision n° 2025-01 portant sur la Fongibilité des crédits (M57) – Budget principal - Décision modificative budgétaire portant virement de crédit.
- 2- Offre de service inter-urbain REMI : la Région Centre Val de Loire propose deux voitures électriques en auto-partage sur le territoire de la Communauté de communes de la Marche berrichonne. Il est proposé qu'une voiture soit placée à Aigurande et une autre à Saint Denis de Jouhet.
- 3- France numérique ensemble : Madame Virginie Elion est désignée référente.

Le Secrétaire de séance,



Le Président,

